L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 15 OCTOBRE 1871. 45me Année—Vol. XLV.

DUPUOR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE MATIN, 15 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les comptes, voir aux annonces.

Par S. Commette, à 10 heures, rue Royale, entre St Philippe et Dumaine, tout le stock d'une épicerie bien achalandée.

Par Louis Stern Bros, au No 15 rue de Chartres, meubles, couleurs et blanchisserie ; comptoirs comptoir, pour hommes et jeunes garçons.

Par G. Lemmont, au No 69 de la rue de Chartres, assortiment de chapeaux, habillements, articles de toilette et chapeaux.

Par Hofman, Marks & Co., à leur salle d'encan rue de Chartres — Marchandises sèches et articles de toilette—à 10 heures, A. M.—Articles Nouveautés et "notions" variées—à une P. M.

☞ Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., et faites faire vos reliures au Pelican Printing Office," 119 et 114, rue Perdido.

Les Pouvoirs du Gouvernement.

Nous n'approuvons pas le système qui consiste à faire élire par le peuple tous les fonctionnaires publics depuis les constables de justice de paix jusqu'au gouvernement. Ce système offre plus d'inconvénients que de garanties. Il supprime toute hiérarchie, et détruit l'unité d'action, deux conditions indispensables à une bonne administration.

Le président des Etats-Unis nomme ses ministres avec le consentement du Sénat, et personne ne soutient que cela soit contraire aux principes d'un gouvernement républicain. Pourquoi n'en serait-il pas de même d'un gouverneur d'Etat et ce qui concerne les fonctionnaires de l'ordre administratif, quand il suppose qu'un gouverneur animé de mauvaises intentions, ne songeant qu'à ses intérêts particuliers, on pourra regretter de le voir armé d'une plus grande autorité, mais les institutions ne doivent pas être faites en vue de ces exceptions. Or, la loi doit s'ailleurs pourvoir aux moyens d'arrêter les abus et les malversations du chef de l'Etat; nous soutenons donc qu'en principe, il ne peut y avoir d'administration efficace sans hiérarchie.

Si on peut varier d'opinion sur ce qui devrait être, on ne peut avoir, néanmoins, d'un avis sur ce qui est, et il n'y a pas deux manières d'apprécier l'acte arbitraire commis par le gouverneur Warmouth lorsqu'il a expulsé de son poste le secrétaire d'Etat Boyce.

Il est indubitable que la Constitution qui nous régit en faisant élire directement par le peuple le secrétaire d'Etat, auditeur, l'avocat-général, a placé ces fonctionnaires sur le même pied que le gouverneur, chacun dans la limite de ses attributions respectives.

Surviendra-t-il un débat entre ces différents fonctionnaires sur la limite de leurs attributions ou sur la manière de les exercer, aucun d'eux n'a le droit de trancher la question sous prétexte de la supériorité de son rang, car les autres tiennent leurs pouvoirs de la même source—du peuple—et n'appartient pas plus à l'un qu'à l'autre de décider les questions soulevées en interprétant les lois qui régissent la matière. Le gouverneur n'a pas plus le droit de destituer le secrétaire d'Etat, que l'avocat-général n'a le droit de suspendre le gouverneur. En admettant que la Législature soit saisie d'une mise en accusation contre le fonctionnaire qui attaqué à son devoir, il n'y a d'autre remède que celui qu'offrent les cours qui ont toujours le pouvoir d'annuler un acte illégal, ou de mettre un terme à des pratiques arbitraires et frauduleuses.

La jurisprudence n'a fait que confirmer cette doctrine établie par l'esprit de la Constitution et par l'essence même du principe de l'élection, que pour tous les emplois électifs le gouverneur ne peut destituer un fonctionnaire qui tient ses pouvoirs du peuple, M. Warmoth a donc commis un flagrant abus de pouvoir en destituant le secrétaire d'Etat, quel que soit d'ailleurs le mérite du prétexte qu'il a invoqué pour agir ainsi, et il est regrettable de voir un juge de district approuver cette audacieuse du gouverneur, et commettre une aussi grosse hérésie constitutionnelle que celle de soutenir que le gouverneur ayant investi du pouvoir suprême, a le droit de destituer, à son bon plaisir, tous les autres fonctionnaires publics de quelque ordre que ce soit.

Une pareille décision prouve à quel degré de confusion et d'anarchie nous en sommes arrivés sous l'empire du piteux régime qui nous a été imposé par la force des baïonnettes.

CHEMIN DE FER DE MOBILE.—Le public voyageur est prévenu qu'un train de plaisir partira de la Nouvelle-Orléans tous les dimanches à 8 heures, qui le mènera jusqu'à Pass Christian Springs et s'arrêtera à toutes les stations intermédiaires. Ce train arrivera à Ocean Springs à midi 20 minutes et en repartira le lundi matin à 6 heures, pour arriver à la Nouvelle-Orléans à 10 heures 20.

AUX EXPÉDITEURS POUR LE TEXAS.—A partir de lundi, 16 octobre, le frêt pour Galveston et Indianola sera reçu aux entrepôts Laux.

DIOCÈSE DE LA NLLE-ORLÉANS

La calamité sans précédent qui vient de s'appesantir si cruellement sur une des villes les plus florissantes des Etats-Unis, appelle toutes les sympathies de tous les cœurs nobles et généreux ; et ces sympathies doivent se manifester d'une manière substantielle et efficace autant que le permet la navrante réalité qui le fait lui-même est réduit. Nous recommandons, en conséquence, à Messieurs les curés de la ville et des campagnes, le dimanche qui suivra la réception de cet avis, de faire appel en chaire à la charité de leurs paroissiens, en faveur de ceux de leurs frères réduits par les plus profondes misères par l'incendie qui a détruit la plus grande partie de la ville de Chicago. Ces familles, exposées sans asile et sans ressources à la rigueur d'une saison rigoureuse, ont besoin de secours immédiats. Les sommes déposées entre les mains de Messieurs les curés seront envoyées à l'Archevêché, d'où on les fera parvenir promptement à leur destination.

✠ M. J. PERCHE,
Archevêque de la Nouvelle-Orléans.
Nlle-Orléans, 14 octobre 1871.

☞ Assortements Nos 65, 70, 71 et 72. Voyez la colonne des notices spéciales.—Mont de M. J. Goldsmith—Gardner Brothers.—Samuel Wolff et B. W. Westenhoff, payable au bureau de la Société Internationale d'assistance et de bienfaisance mutuelle et d'assurance sur la vie rue Carondelet, No. 132.

☞ Les acheteurs de la campagne et de la ville trouveront, au plus bas prix du marché, tous les articles se rattachant au commerce de confiserie, chez Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée, Nos. 121 et 123.

☞ Voulez-vous, messieurs, être bien habillés et aller à l'aise ? Allez chercher un paire de Drapeau parisiens en chevreau, au No 6, rue Ste-Anne.

ARMES PATENTABLES. — Ces Armes si renommées se vendent à la pharmacie Montesse & Cie., au coin des rues Chartres et Bienville. On se trouve dans tous les cafés et restaurants bien achalandés.

☞ La réputation du WANAFA GU'ACO BITTERS est sans égale dans les Etats-Unis. Ces amers raffermissent la santé et la garantissent contre les maladies de l'automne, et ils ont même le privilége d'être un excellent préservatif de la fièvre jaune.

☞ Il n'y a pas de meilleur soulagement aux souffrances qu'occasionne l'enflure que la BAUME PECTORAL AUX FAUVES INDIENS de Lapsley. On peut se procurer ce précieux remède à la pharmacie Lapsley, 32 et 34, rue des Champs-Elysées et dans les bonnes pharmacies.

☞ Si vous souffrez d'une digestion défectueuse, prenez chaque jour un petit verre de l'AMER PEYCHAUD et vous aurez promptement soulagé.

Un scandale judiciaire.

Les faits qui viennent de se produire dans le jugement des deux frères Boyd accusés du meurtre de M. Rainey, sont de nature à donner une triste idée de la manière dont la justice est administrée ici. Dans une ville où la population de couleur forme à peine un quart de la population totale, on n'arrive à pouvoir composer le jury dans une importante affaire criminelle qu'avec neuf hommes de couleur la plupart illétrés et ignorants et trois blancs. Un des jurés de couleur est réclamé par le shérif d'une paroisse voisine comme étant sous le coup d'une accusation de meurtre et comme étant réfugié ici sous un faux nom, un des jurés blancs est reconnu comme un échappé de prison qui a été condamné en 1855 à 18 ans de pénitencier pour meurtre et qui a été, avec beaucoup d'autres, libéré par Butler à la condition de s'enrôler dans l'armée fédérale. Les avocats accusés ouvertement que la libération de cet homme par un acte de guerre constitue un pardon dans le sens légal du mot, lequel pardon rétablit le libéré dans l'exercice de tous ses droits et le rend apte à siéger dans un jury, et les avocats demandent que le jugement de leurs clients, accusés de meurtre, continue devant un jury qui contient deux hommes, l'un accusé de meurtre, l'autre condamné pour meurtre. Si pareille chose était possible ce serait une insulte au sens moral de la communauté, ce serait tourner en dérision la mission sacrée de la justice !

De pareils faits indiquent les abus qui existent dans la composition des jurés et le caractère des moyens que les défenseurs n'hésitent pas à employer pour faire échapper leurs clients à la vindicte publique.

CORTI STRIP BRISTLES, pour réparer les Brosses de Moulins à coton. Nous appelons l'attention des planteurs et des facteurs de coton sur ces Cloth Strip Bristles, inventés par M. Arthur P. Peyroux, pour la réparation des brosses de moulins à coton.

Voir l'annonce dans une autre colonne.

FOIRE AU PROFIT DE L'ÉGLISE NOTRE DAME DU SACRÉ-CŒUR.—Nous rappelons à nos lecteurs, et particulièrement à nos charmantes lectrices, que la Foire au profit de l'Eglise du Rév. Bordas s'ouvrira demain, lundi, dans les salles du Blaffer Building, rue du Canal.

L'ILLUSTRATION.—La librairie Hébert & Cie, au coin des rues de Chartres et Bienville, a reçu le numéro de l'*Illustration* du 23 septembre.

☞ Où trouve-t-on un assortiment varié de caudis de toute espèce ? A la grande fabrique de Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée, Nos 121 et 123.

CONTRE LA DIARRHÉE. — L'effet curatif des Amers de Guaco Wanafa contre les dérangements des voies digestives, est véritablement surprenant. Ceux qui en font usage peuvent se considérer comme bien gardés contre les diarrhées ou le choléra.

☞ Voulez-vous des Bottes Impératrice, mocovite, Hortensia, Marie-Antoinette et Concorde ? Allez au No 65, rue Ste-Anne.

TRAITEMENT PAR L'INHALATION DE L'OXYGÈNE.—Nous publions dans une autre colonne une annonce du Dr. Morse sur le traitement par l'inhalation de l'oxygène, traitement qui a pour but de purifier le sang de toutes les impuretés et d'accélérer les procédés d'élimination et d'assimilation. Le docteur Morse peut être consulté de 9 à 4 heures, à son cabinet, rue du Canal, No. 145.

LE GRAND REMÈDE POUR LE CANCER.—Le mot CANCER, ne doit plus faire frémir. Les Drs. Burritt & Murphy ont découvert le grand remède. Les nombreuses guérisons déjà opérées suffisent pour constater l'heureux résultat du remède. D'après leur annonce le public verra qu'ils ont pris charge du dispensaire homœopathique de la Nouvelle-Orléans, au No. 4 rue des Ramparts, près de la rue du District. Ces docteurs donneront en temps et lieux la statistique des nombreux cas de cette terrible maladie qu'ils ont guéris en bien peu de temps.

Le Dr. Burritt est bien connu ici et pratique depuis nombre d'années ; quant au Dr. Murphy, ses succès en médecine et en chirurgie lui ont acquis une renommée justement méritée.

☞ Au moment où la fraîcheur des nuits cause tant d'indispositions, il est utile de rétablir les fonction digestives dans leur état normal, et rien ne réussit mieux pour cela que l'AMER PEYCHAUD.

☞ Si vous voulez résister aux fièvres d'automne, ne négligez pas la nutrition, sous prétexte que vous n'avez jamais faim et que vous avez toujours soif. L'AMER PEYCHAUD est un tonique qui vous rendra l'appétit.

CHRONIQUE LOCALE.

CONSEIL DE VILLE.—Il y a eu hier une séance spéciale du Conseil de Ville à deux heures. Tous les membres étaient présents, sauf M. Walsh qui est indisposé.

Deux rapports ont été présentés sur l'assessement de la police métropolitaine. Celui de M. Shaw qui propose de soumettre au Bureau Métropolitain diverses suggestions et objections au sujet de l'assessement proposé a été rejeté par quatre voix contre trois—celles de MM. Shaw et Cockrem, et le rapport de M. Lewis proposant de laisser au maire le soin de présenter les objections nécessaires au budget a été adopté. Nous donnerons dans notre prochain numéro quelques détails sur ces deux rapports.

Un veto du maire sur différents comptes considérés comme excessifs a été renvoyé au comité général, et il devra être l'objet d'un rapport mardi prochain.

AFFAIRE BOYD.—Sixième audience.—Rencontre de monde comme la veille. M. Castellanos demande à la Cour une heure de plus de délai, ayant des raisons de croire que ce temps sera suffisant pour avoir la preuve du pardon de John Johnson.

L'affaire est donc remise à 11 heures. Quand elle est reprise, M. Atocha a son tour demande un nouveau délai, en se fondant sur l'espoir d'obtenir la preuve du pardon en question. La Cour cède à cette nouvelle demande.

A midi, M. Semmes annonce que les avocats de la défense n'ont plus aucune raison de retarder plus longtemps le cours du procès.

Le juri est appelé. Johnson paraît fort attentif et embarrassé. Qu'le serait à moins.

M. Semmes dit qu'il a quelques autres preuves à présenter.

M. Atocha présente le dossier de la seconde Justice de Paix, paroisse d'Orléans, avec la souscription de Johnson contre O'Neill. Ce réquisitoire ajoute que Johnson fut refusé comme témoin mais que l'objection fut levée par le pardon. Le réquisitoire qui a été produit ici servi neuf ans et à cause de cela il fut pardonné.

L'avocat-général objecte en disant que ce n'est pas là un rapport et, ensuite, qu'il n'y a pas coïncidence de date, le certificat de Moses Bates donnant le pardon la date de 1867, tandis que le juge de paix déclare que c'est après 1867 afin de service que Johnson fut pardonné, ce qui donne au dit pardon la date de 1865.

M. Semmes soutient qu'une erreur de date n'invalide pas les pièces et qu'on doit admettre le livre du juge de paix.

La cour décide contre une preuve faite de cette manière.

M. Semmes prend une exception et demande que le juré Johnson soit interrogé.

L'avocat-général objecte et l'objection est soutenue.

En ce moment, John Johnson, interrompant, dit : Votre Honneur, j'ai la copie de mon pardon chez moi, dans mon bureau, si je pouvais seulement l'avoir ici....

La cour—Assoyez-vous, monsieur Johnson.

M. Semmes—Je demande maintenant que le juré, ou si cela est nécessaire, tout le juri, se rende chez lui avec le shérif pour avoir la copie.

L'avocat-général—Je ne m'oppose pas à l'envoi du shérif pour avoir ce pardon.

M. Semmes renouvelle la demande, qui est rejetée ; il prend alors des exceptions et, pour lui donner le temps d'écrire, la Cour ajourne la séance.

En conséquence, le shérif accompagné d'une dame qui est la fille de M. Johnson, et qui assistait à l'audience depuis deux jours et de M. Perkins, quand la maison indiquée pour chercher le pardon, et la séance est suspendue.

A 4 heures le shérif rapporte que la recherche a été inutile et qu'il n'a trouvé ni original ni copie.

La défense alors déclare avoir de quoi prouver le fameux certificat, veut établir le pardon par des preuves secondaires. Les avocats des parties sont entendus sur la cas l'admission de faire entendre des témoins. Mais en attendant est rejeté par l'avocat-général. Le jugement prononcé.

M. Beddoe dit alors que puisqu'on n'a pas été autorisé de se naturaliser, il ne fera pas de demande de naturalisation pour le fils ; ce qui l'oblige à rester sujet anglais.

La cour annonce son intention de changer le juri et d'avoir recours à un autre juge.

M. Atocha veut la continuation du procès et le remplacement de Field et Johnson seulement. La cour renvoie la proposition. Il n'y a pas d'autorité pour une telle manière de procéder. Le juge Abell, du reste, ajoute qu'il ne pense pas qu'un changement du juri puisse être préjudiciable aux prévenus.

La défense prend encore les exceptions contre le rapport du juge.

Le juge Abell lit deux arrêts généralement encore longuement sur la question et tous deux ne peuvent arriver à une autre conclusion que celle de la Cour actuel ; en conséquence le juri est définitivement constitué.

M. Shaw, shérif de l'Assomption, amène le nègre Field, qui avait été un des jurés pour l'assassinat prisonnier dans cette paroisse, afin qu'il y soit jugé sur l'accusation d'avoir aidé sur ses citoyens avec l'intention de le tuer.

Il y avait été pour regarder cette affaire qui représentait un juré, un juge chargé subitement en prisonnier avec des poursuites comme un criminel lui-même.

CHICAGO.—A la lettre du maire Flanders annonçant au maire de Chicago qu'il avait $10,000 à sa disposition, il a été répondu ce suivant :

Chicago, 13 oct. 1871.

Hon. Benj. F. Flanders, maire de la Nlle-Orléans :

Dites vous sérieuse. Nous aurons besoin de tout. Continuez et tenez tout à mon ordre.

R. B. MASON, maire.

Le maire Flanders pourrait répondre : Nous pourrions bien continuer, et la preuve que vous avez fait se Sud ne l'est ruiné.

ASSESSMENT.—Le total de l'assessement du Second District de la ville, pour l'année 1871, s'élève à $28,780,035, total subdivisé ainsi : $20,336,900 pour le 2e district représentatif ; 11,140,870 pour le 5e district représentatif ; et 7,043,945 pour le 6me.

☞ Voulez-vous être garanti contre l'humidité ? Allez 65, rue Ste-Anne, et demandez des souliers marocquin à l'huile.

☞ La maison Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée, 121 et 123, fabrique des sirops de fruits de toute espèce avec des matières premières d'excellente qualité.

AVIS AUX CHASSEURS. — Un flacon d'AMER PEYCHAUD est le compagnon indispensable de tout chasseur qui veut se prémunir contre les effets d'un refroidissement et résgir contre la fatigue.

PAR LE TELEGRAPHE.

(Dépêches Transmises à l'Abeille.)

Les Elections pour les Conseils Généraux en France.

Succès des Libéraux Conservateurs.

Nouveaux Soulèvements en Algérie

Envoi de Troupes pour les réprimer.

Le Traité de Douane entre la France et l'Allemagne.

Il est signé par les Représentants des deux Parties.

La Chambre Basse de Bavière.

Discussion sur l'Infaillibilité du Pape.

Déclaration du Ministre des Cultes.

L'Etat entend garder son Indépendance.

NOUVELLES EUROPÉENNES.

Paris, 14.—Un nouveau soulèvement en Algérie nécessite l'envoi de nouvelles troupes.

Maurice & Co., de Paris télégraphie à Munroe & Co de New York de payer $30,000 au maire de Chicago.

Versailles, 14.—Les retours officiels pour les élections aux conseils généraux portent 49 bonapartistes, 199 légitimistes, 20 radicaux, 474 modérés et 807 libéraux conservateurs.

Jérome Bonaparte est élu en Corse. Son siége sera contesté parce que Jérome ne paie pas de taxes.

Londres, 14.—Presque tous les express et les steamers transportent des provisions pour Chicago.

Munich, 14 oct.—Il y a eu un important débat aujourd'hui, à la chambre basse du Reichsrath Bavarois, au sujet de l'infaillibilité du Pape. Le ministre des cultes et de l'instruction publique répondant aux interpellations d'un certain nombre de députés, a dit que le Cabinet avait en temps, le droit de faire des changements aux lois qui concernent l'église.

L'Eglise ayant décidé un changement de principes et l'infaillibilité étant une doctrine dangereuse pour l'Etat, le gouvernement a résolu de protéger chacun de ses citoyens qui ne peut accepter le dogme comme un article de foi. Le gouvernement considérera toujours ces personnes comme catholiques et il s'opposera à toute usurpation de l'Eglise sur les principes de la constitution civile. Le ministre a déclaré, en outre, que le gouvernement du roi et du conseil d'Etat favorise la séparation de la religion des branches politiques du gouvernement et l'indépendance de l'une et des autres.

Paris, 14—Des avis d'Alger disentque les natifs de la partie nord de la province de Constantine se sont soulevés contre les Français et sont en hostilité ouverte. Des troupes avaient été envoyées dans les localités où les troubles, mais leur nombre ne suffisait pas pour comprimer l'insurrection. Il est probable que le nouveau soulèvement nécessitera l'envoi de troupes additionnelles de France au secours de la colonie.

Paris, 14 oct—Le *Bien public*, organe ministériel, annonce que Bismarck et Jules Favre Quertier ont signé hier le traité de donne entre la France et l'Allemagne. Le portefeuille financière de la section est définitivement combiné par les signatures des deux ministres.

La partie qui est relative au règlement des droits de douane doit être soumise au Reichrath allemand pour la ratification. Avec la conclusion du traité, le prince Bismarck consent à l'évacuation du territoire qui donnent les garants du payement de l'indemnité et accepte comme suffisante la garantie offerte par le président Thiers et de Pouyer Quertier.

La portion financière du traité porte que ce qui reste dû de l'indemnité par la France sera payé en trois jours à compter de 20 millions de francs tous les 15 jours jusqu'à ce que tout soit payé. Ces paiements commenceront le 15 janvier prochain.

Il est stipulé, en outre, que six des départements de la France, maintenant occupés par les troupes allemandes, seront évacués immédiatement. 30,000 Allemands resteront en France pendant le temps que durera la liquidation de l'indemnité ; mais il est convenu que si les clauses de la convention sont fidèlement exécutées, ce nombre sera matériellement réduit à l'expiration des six mois après la signature du traité.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

Washington, 14— Probabilité de température. Temps nuageux sur le Sud-Atlantique et la côte du Golfe avec des vents d'Est. Temps nuageux et pluie possible pour la côte est de l'Atlantique

Le juge Chase est loi et a gagné 20 livres pendant son absence.

Cinq jeunes garçons ont été renvoyés de l'Ecole navale pour persistance à jouer de mauvais tours à leurs camarades.

Washington, 14—La température s'est élevée dédédement des Etats atlantiques du centre au Missouri. Le temps est devenu plus nuageux dans les Etats du Sud avec vents de nord-est, et dans les Etats du golfe avec des vents du sud-est. Des vents du sud-ouest avec un temps nuageux s'étendant du Tennessee au lac Ontario.

NOUVELLES DIVERSES.

Londres, Canada, 14.—Trois tentatives qui été récemment faites pour mettre le feu à la partie sud-est de la ville. Les coupables n'ont mis à la recherche des incendiaires.

Toronto, Canada, 14—[illegible]

New York, 14.—Le juge [illegible] jugement [illegible] pour [illegible] Fisk et [illegible] Gould [illegible] Gould [illegible] Fisk [illegible] Gould [illegible] Fisk [illegible] Gould [illegible] Fisk